



Nouveau Parti Anticapitaliste LOIRET

Comité d'ORLEANS

Mel : npa45@sfr.fr / Site : npa 45.org /
Twitter: @npa_45 / Facebook: NPA Orléans 45



Le monde d'après ? Les milliards pour les patrons et les actionnaires ! Les licenciements pour les travailleurs !

Même Macron y allait de sa petite phrase, répétée a satiété par tous les politologues à ses bottes : le monde d'après le Covid-19 ne serait plus comme avant. Il faudrait revoir tout en mieux ! Nous n'avons pas tardé à voir les premiers effets ! UN POGNON DE DIN-GUE POUR LE PATRONAT ! La bourse remonte rapidement, le CAC 40, est au plus haut, les actionnaires contentEs !

7 milliards pour les actionnaires d'Air-France et toujours un plan social prévu de moins 3.000 salariés chez KLM la filiale !

Première annonce du pouvoir, qui rompt allégrement avec la règle sacrosainte du maintien des déficits publics sous le seuil des 3% chère à la Banque Centrale Européenne et la règle du non financement des entreprises nationale chère au Fond monétaire international, le don, Oh pardon le « prêt », de 7 milliards aux actionnaires !

Car comment nous faire croire qu'Air-France risquait la faillite ? A chaque avion cloué au sol ce furent des centaines de pilotes, stewards, hôtesse, bagagistes, etc. qui furent versés au chômage et rémunérés par la Sécu en particulier !

Il n'est resté en activité que les « managers » et quelques mécaniciens au sol qui ont pris bien soin des appareils ! Plus de kérosène, plus de salaires, par contre les réservations sont restées pour grossir les trésoreries des Compagnies et les usagerEs se battent aujourd'hui pour pouvoir récupérer leurs mises de fond !

8 milliards pour les actionnaires de l'industrie automobile ! NON : 32h pour tous !

L'industrie automobile en France c'est près de 900.000 travailleurs/ses avec les sous traitantEs ! Alors là c'est reparti comme avant ! Une hausse des primes à la casse pour inciter les consommateurs à acheter mais surtout 5 milliards directement dans la poche des actionnaires car dans le même temps l'entreprise annonce 2 milliards d'économies avec la fermeture d'usines en France et la suppression de 15.000 emplois dont 5.000 en France. Pendant la fermeture des usines les salariéEs ont été rémunérés par la Sécu. Il n'y a pas eu de perte même si les ventes se sont arrêtées ! Vagues promesses de fabrication de batteries en France, figeage et reports des fermetures d'usines planifiées par la gouvernance de Renault bien avant la crise la réalité est tout autre : **Le marché automobile est en voie de saturation malgré la volonté des capitalistes de continuer à en tirer le maximum de profits. Il faut redéployer ce secteur vers d'autres fabrications utiles à la collectivité en particulier la construction de bus pour permettre la mise en place rapide de transports gratuits pour toutes et tous !** En attendant ce sont des milliers de travailleurs/ses intérimaires et en CDD qui vont faire les frais du capital !

Pour maintenir et créer des emplois il faut imposer un veto sur les licenciements aux entreprises et les 32h sans perte de salaire pour toutes et tous !

Orléans le 06-06-2020.

300 milliards consentis en « prêts » aux entreprises sans contrepartie pour l'emploi !

Des centaines de milliers d'entrepreneurs ont bénéficié d'un Prêt Garanti par l'Etat depuis le lancement du dispositif le 25 mars. Plus de 500 000, selon les derniers chiffres du ministère de l'Economie et des Finances.

En deux mois, les banques auront ainsi octroyé presque autant de prêts qu'en une année ! A ces dons il faut ajouter les lignes budgétaires octroyées par les Régions, les départements, les villes, les chambres de commerce et d'industrie, etc. etc.

1 milliard pour les entreprises qui prennent unE apprentiE : NON ! Des CDI pour toutes et tous !

Le nouvel accord avec les partenaires sociaux, le 04 juin, permet de passer de 5.000 € à 8.000 € « l'aide élargie consentie aux entreprises qui embauche unE apprentiE » ; **accord qui va permettre aux entreprises de bénéficier de salariéEs gratuits, payéEs par on ne sait quelle caisse !**

Un régime d'activité partielle (ou chômage partiel) de longue durée sera également imaginé. Mais il ne sera ouvert qu'aux entreprises qui parviendront à signer un accord et s'engageront à maintenir l'emploi. Il devrait être plus généreux que le régime de base afin d'éviter des licenciements massifs dans un contexte où l'activité économique ne tourne pas encore à plein régime, loin de là.

Un fonds de soutien à la filière aéronautique de 500 millions d'euros ! Veto sur les licenciements !

Pour voler au secours d'une filière aéronautique en danger de mort avec l'arrêt du trafic aérien, l'Etat va constituer un fonds d'investissement de 500 millions d'euros abondé par les quatre grands du secteur, Safran, Thalés, Airbus et Dassault, afin d'investir en fonds propres dans les sous-traitants.

S'affronter au système capitaliste c'est la seule perspective !

Un « Plan de sortie de crise » approuvé par plusieurs organisations syndicales et associations, ne pose pas les questions stratégiques. Comment imposer de quelconques mesures à une bourgeoisie déterminée à ne rien lâcher prête à faire passer toujours davantage de reculs sociaux ? Comment concilier ce « plan » et approuver les mesures prises par les banquiers européens (accord Macron-Merkel) comme l'ont fait les syndicats européens ? Comment continuer à participer à la mascarade du « dialogue social » avec ceux qui exploitent la classe ouvrière ? **Une perspective de rupture d'avec le système capitaliste, doit s'appuyer sur la construction, au présent, des résistances aux politiques, aux projets des tenants du système et à la construction du Parti Révolutionnaire .**

C'est bien le développement des mobilisations qui est la condition pour d'autres « possibles ». Soit l'inverse de ceux qui appellent à la constitution d'une « alternative politique » autour du PS, de Place publique, d'EELV et du PCF, une issue institutionnelle qui ne dit pas un mot des rapports de forces et des mobilisations à construire. **NOUS NE SOMMES PAS PRÊT A SOUTENIR UNE NOUVELLE UNION DE LA GAUCHE !**

Rien encore pour les Ehpad et l'Hôpital public !

La tenue d'un « Ségur de la santé », voulu par le chef de l'Etat, a détaillé les quatre « piliers » sur lesquels devait reposer le plan :
- Revalorisation des carrières et développements des compétences et des parcours professionnels à l'hôpital et dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) ;

- Plan d'investissement et réforme des modèles de financement ;
- Mise en place d'un système plus souple, plus simple, plus en proximité, en revalorisant le collectif, le sens de l'équipe et l'initiative des professionnels ;
- Mise en place d'une organisation du système de santé fondée sur le territoire et intégrant hôpital, médecine de ville et médico-social.

Mais le « Ségur de la santé » tourne à la mascarade, le parlement vient d'adopter en première lecture le don de congés annuels aux hospitaliers. Les deux faces du « jour d'après » préparé par Macron et les siens.

Il aura suffi de quelques jours pour que l'écran de fumée du « Ségur de la santé » commence à se dissiper. Constatant que « *dans ce Ségur, Nicole Notat est animatrice sans moyens ni marge de négociation* » et qu'il n'y avait aucune proposition de la part du gouvernement, la fédération Sud santé sociaux en a claqué la porte le 3 juin. Aucun des trois préalables minimum posés (revalorisation de 300€ des salaires ; mise en stage des contractuels, moratoire sur la fermeture des lits et réouverture là où c'est nécessaire) n'a obtenu la moindre réponse. SUD considère que « *dans ces conditions, le Ségur fait partie intégrante du problème, et pas de la solution. Y rester, ce serait cautionner le stratagème du gouvernement et trahir les hospitalier.e.s en lutte depuis plus d'un an, et ne pas tenir compte de l'urgence de leur situation.* ».

Même sur la question des rémunérations, sur laquelle le gouvernement prétendait s'engager, aucune enveloppe, aucun chiffrage n'est fourni, quant à la question principale, celle de la formation et du recrutement de personnel, et des financements pour y parvenir, il n'est même pas à l'ordre du jour. Bref, comme le dit la fédération SUD, il ne s'agit « *plus pour le gouvernement que de se satisfaire de la politique menée avant et pendant la crise COVID... et de l'accélérer, avec, peut-être, quelques mesurées tirées du Ségur pour donner l'apparence d'une concertation réussie.* ».

La lutte pour la défense et le développement de l'Hôpital public doit augmenter !

D'abord il y a eu les applaudissements à 20h pour les soignantEs et en même temps, dans de nombreux hôpitaux les personnels se mobilisaient pour monter, malgré l'épidémie, le travail harassant et le confinement leur volonté de non seulement défendre l'Hôpital Public mais aussi de le développer et le renforcer !

Jeudi 04 juin les personnelLes du CHRO, à l'appel de SUD, ont manifesté devant l'hôpital de la Source pour porter publiquement les revendications ! Dès 12h, 60 personnes se sont rassemblées sur leur temps de pause et à 18h d'autres soignantEs se sont à nouveau rassemblés ! De nombreux rassemblements ont eu lieu partout en France, dans les hôpitaux parisiens mais aussi en province LAVAL, ANGERS, etc.

Dommage que les autres syndicats soient inexistantes !

APPEL NATIONAL DE GREVE ET MANIFESTATIONS MARDI 16 JUIN

Les organisations syndicales paramédicales et médicales AMUF, SNIP CFE-CGC, CGT, FO, SUD et UNSA, les collectifs Inter Urgences, Inter Hôpitaux, le printemps de la psychiatrie et la Coordination Nationale des Comités de Défense des Hôpitaux et des Maternités de proximité appellent les personnels et les usager.e.s à se mobiliser le 16 juin pour une journée d'action nationale d'initiatives et de grève.

A Orléans manifestation à 10h30 à La Source (départ des Indiens, Avenue Kennedy, Station Total, Rue Condorcet, Avenue de l'Hôpital, arrivée sur le parvis du CHRO). 3km environ
Banderole commune syndicale avec comme message : Du balcon à la rue, transformons les applaudissements en actions, toutes et tous ensemble, soignant.e.s soigné.e.s pour un système de santé et de protection sociale digne et de qualité

Ce même jour, à partir de 14h soutenons les personnels du centre hospitalier Daumézou en grève sur les mêmes revendications : Service public, moyens, effectifs, salaires, temps de travail et statut

Rassemblement contre le racisme et les violences policières mardi 9 juin à 17h Place du Martroi à Orléans.

Alors que les rassemblements Black Lives Matter, à la suite de la mort de George Floyd aux Etats-Unis, se multiplient un peu partout dans l'Hexagone, un appel orléanais pour qu'une « *manifestation pacifique pour dénoncer le racisme, les violences policières et l'injustice* » se tienne à Orléans mardi 9 juin à 17h, place du Martroi. Derrière cette initiative, impulsée par le compte Black Lives Matter Orléans sur Twitter et Instagram, on retrouve notamment des « *lycéens concernés par ce mouvement international* », mais pas que.

Nous ne voulons aucune violence car la meilleure réponse à l'ignorance, la haine et l'injustice est l'union. Nous vous attendons nombreux, partagez à vos amis, votre famille. [#blacklivesmatter](#) [#justicepouradama](#)

— BLACK LIVES MATTER ORLEANS (@BlmOrleans) [June 3, 2020](#)

« Dans la continuité de ce qui a été organisé à Paris et aux Etats-Unis »

« *Nous avons décidé d'organiser ce rassemblement dans la continuité de ce qui a été organisé mardi 2 juin à Paris (manifestation à l'initiative d'Assa Traoré, sœur d'Adama Traoré, tué par la police en 2016)* », explique l'un des membres de Black Lives Matter Orléans. « *C'est aussi dans la continuité de ce qu'il se passe aux Etats-Unis. On voulait apporter notre soutien.* » Le rassemblement, non déclaré en préfecture, devrait se traduire par des prises de parole mais aussi des moments de recueillement, avec peut-être des minutes de silence, ou bien un genou à terre pendant 8 minutes 46, en écho à la durée pendant laquelle le policier américain a écrasé le cou de George Floyd, provoquant son décès. La manifestation est ouverte à tous, ses organisateurs espèrent réunir un millier de personnes.